



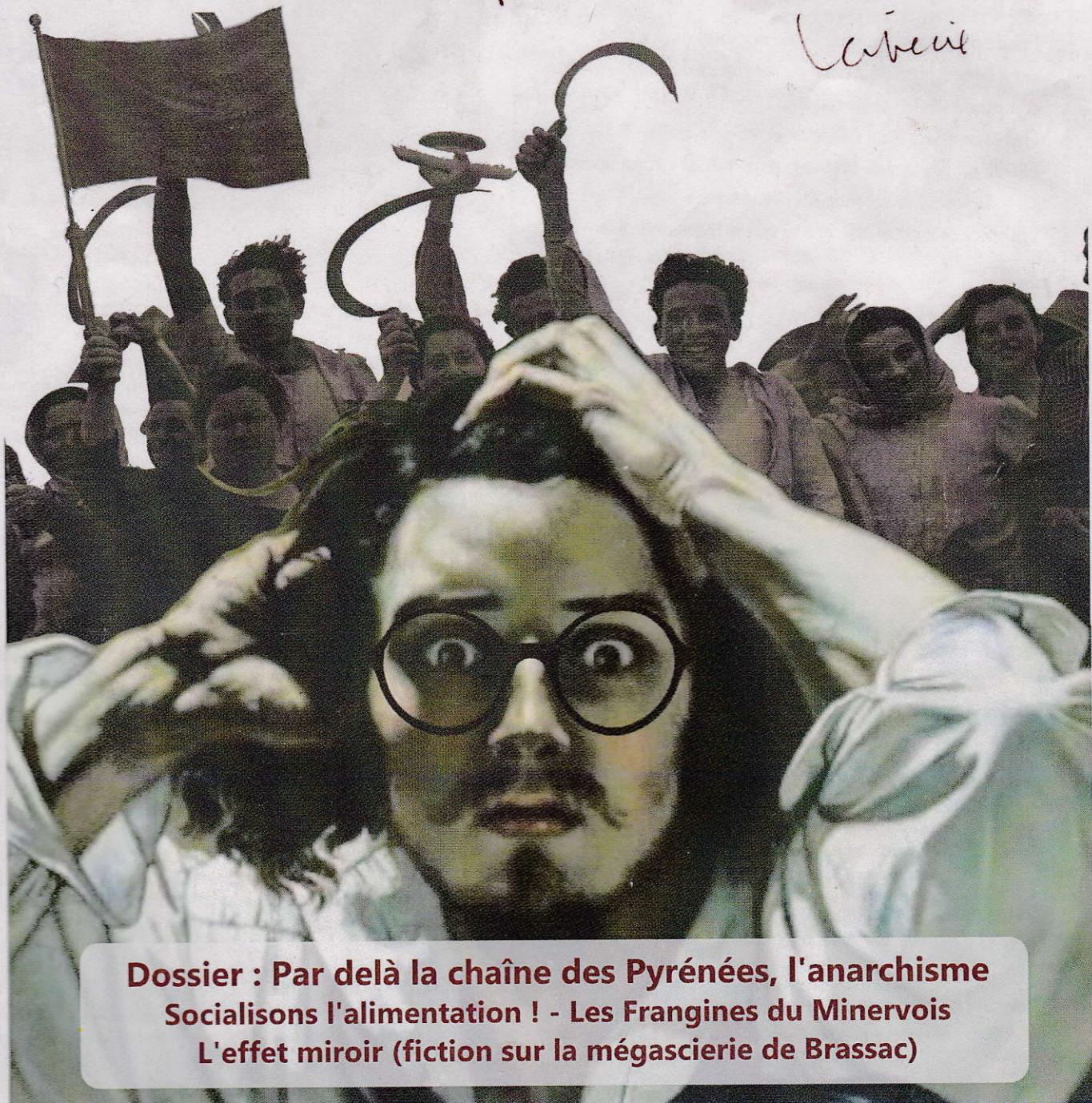
N°33 automne-hiver 2024

Prix Libre - pour un journal durable : 3€

La Pégazette

de la Grande Montagne Noire

Y en a pas un pour cent
Et pourtant ils existent --
L'abécédaire



Dossier : Par delà la chaîne des Pyrénées, l'anarchisme
Socialisons l'alimentation ! - Les Frangines du Minervois
L'effet miroir (fiction sur la mégascierie de Brassac)



Par delà la chaîne des Pyrénées,

1. Anarchisme

L'anarchisme ne date pas d'hier - De la révolte à la révolution - La dictature du prolétariat, pas celle de la paysannerie - Des frontières - Pas vu pas pris ou pas de prix mal vu ? - Jusqu'à la guerre civile - Des camps de concentration aux centres de rétention - Les fourberies de "c' qui a le pain ?!" - MIL et GARI

Pour beaucoup de gens, anarchie signifie naïveté, désordre, égoïsme et violence. Ses incarnations types modernes se réduisent à celles de punks individualistes éructant sur les Sex Pistols, des antifascistes cognant au son des Béruriers Noirs et des emmerdeurs de zadistes. Mais la pensée anarchiste qui prend forme dès la fin du XVIII^{ème} siècle est en réalité une déclinaison possible du socialisme, une aspiration qui procède d'une conjoncture historique, politique et sociale dont les anarchistes sont tout-à-fait conscients. Dans l'idée comme dans la pratique, le mode de fonctionnement et les valeurs sur lesquelles reposent leur vision de la société sont clairement identifiés - mais toujours remis en cause - et très exigeants. L'individu libre ne peut se construire et vivre au détriment ni vraiment en-dehors de la société, de la dimension collective ; et la violence n'a jamais été pour les anarchistes majoritairement pacifiques - car opposés à toute forme de domination - que le fait de dérives ou d'ultimes recours pour se défendre. Ma rencontre avec l'anarchiste Floréal Cuadrado natif de Poujol-sur-Orb, fils d'exilés espagnols né en 1946 et qui a vécu son enfance dans ce village où il s'est réinstallé en 2020 après une vingtaine d'années passée entre le Brésil, l'Espagne et la France, m'a fait redécouvrir cela.

En 2015 paraissait son livre *Comme un chat, souvenirs turbulents d'un anarchiste - faussaire à ses heures - vers la fin du vingtième siècle*.

"On ne change pas son passé, mais le regard qu'on a sur lui. C'est ce qui m'est arrivé et ce dont j'ai rendu compte dans un récent bouquin en faisant un pari, certes peut-être présomptueux, mais assurément casse-cou."¹

Les souvenirs contenus dans ce livre évoquent sa jeunesse au sein d'une famille de libertaires anarcho-syndicalistes, ses premiers boulots, ses expériences du syndicalisme, son service militaire, sa montée à Paris, mai 68, les situationnistes, son exploration des idées et pratiques révolutionnaires - confection de bombes artisanales, de LSD, expropriations, les circonstances qui l'amènèrent à se spécialiser dans la fabrication de faux papiers, son engagement dans les Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) de 1973 à 1975 qui s'organisèrent *ad hoc* en réaction à la

1 - Cuadrado Floréal : Apostille à *Comme un chat* (ou de l'emploi spectaculaire des sycophantes en milieu illégaliste), manuscrit, décembre 2015



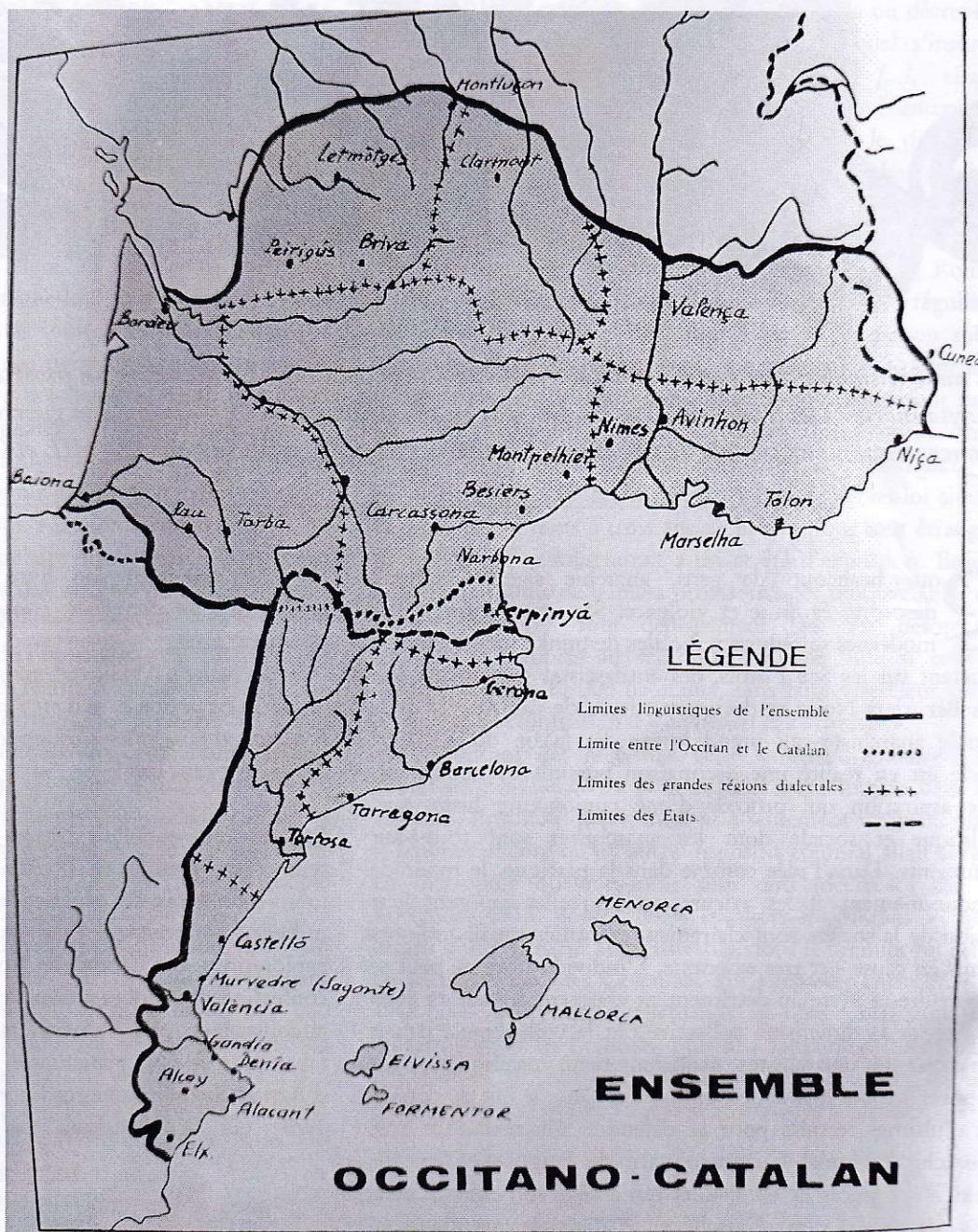
condamnation puis à l'exécution, à la fin du régime de Franco, de Salvador Puig i Antich (un anarchiste espagnol du Mouvement de Libération Ibérique (MIL) accusé sans preuve tangible du meurtre d'un membre de la Brigade politico-sociale), son soutien aux anarchistes et anarcho-syndicalistes de part et d'autre de la chaîne pyrénéenne (et d'ailleurs) avant son incarcération au début des années 80, la reprise de son activisme et son exil de trois ans au Venezuela. Le livre s'achève sur son retour en France et un second procès qui le voit condamné mais amnistié en 1989. Les dix années qui suivent de son engagement dans le Syndicat CGT du Livre parisien sont décrites dans *Du Rififi chez les aristos* qui, encore à l'état de manuscrit, n'a toujours pas trouvé d'éditeur. C'est qu'en sortant son premier opus, Floréal, en anarchiste accompli, a bousculé quelques idées reçues et personnages publics - anarchistes inclu.e.s...

" Sans aucunement prétendre que tout projet révolutionnaire est condamné d'avance et qu'aucun changement social n'est plus possible aujourd'hui, nous n'en savons fichtre rien [...], il ne sert plus à rien de rabâcher paresseusement les idées sacrificielles maintenant échouées radicalement, en trompant à l'envi les flics infiltrés, les moutons, les sycophantes ou les repentis (qui existent bel et bien, nous n'en doutons pas, mais c'est leur supposée utilité décisive qui pose question) qui ont précipité nos défaites sans lendemains. Bien plus que nous le pensons ce fatras hétéroclite d'affabulateurs à double visage, de traîtres de comédie aura été inutile à notre perte.

Il faut se rendre à l'évidence, l'exercice clandestin de la violence minoritaire organisée est un échec massif et déjà ancien. Il n'y a que nos illusions qui ont permis de l'ignorer."

On l'aura compris, cet ouvrage vaut comme témoignage direct, sans complaisance, n'y allant pas de prétentieuses et mensongères destinées, mais de circonstances de vie.

NOMBREUSES SONT LES PROBLÉMATIQUES QUE M'A SUGGÉRÉ CETTE AUTOBIOGRAPHIE. J'AI CHOISI DE M'ÉCARTER DU POINT DE VUE DE L'HISTOIRE ET DE L'INTERNATIONALISME inhérent à la pensée anarchiste, et plus spécifiquement sous l'angle local, franco-espagnol, avec en tête la question de cette frontière réelle ou supposée qui constituerait la chaîne des Pyrénées, frontière qui participe aussi à la création de la notion de "barbare", du grec "barbaros" qui signifie "étranger"...



Carte extraite de : Espieux Henri, Histoire de l'Occitanie (1968), CAP.e.CAP edicions occitanas, 1970



L'ANARCHISME NE DATE PAS D'HIER

"Déjacques, dans *Le libertaire* numéro 1 (1858), écrit : "Le monde de l'anarchie n'est pas de mon invention, certes, pas plus qu'il n'est de l'invention de Proudhon [qui publie son livre Qu'est-ce que la propriété en 1840] ni de Pierre, ni de Jean." [...] "L'anarchie n'est point une théorie nouvelle. Le mot lui-même pris dans son acceptation "absence de gouvernement", de "société sans chefs", est d'origine ancienne et fut employé bien avant Proudhon." (Elisée Reclus, *L'Anarchie*, 1895) [...] Maurice Joyeux (1977) rappelle qu'elle "remonte dans la nuit des temps, à l'instant même où est né l'esprit d'association"."²

D'ailleurs, pour Jack Déjean, l'anarchie trouve l'expression de son organisation moderne sous les formes de l'associationnisme de la première moitié du XIX^{ème} siècle. L'éthos de cet associationnisme venant d'un triple emprunt : celui de certaines corporations et communautés morales du XVIII^{ème} siècle et celui des sans-culottes. "L'expression théorique la plus aboutie de l'association"³ se trouverait dans *L'Enquête sur la justice politique*, écrit par Godwin et publié en Grande-Bretagne en 1793. Dans cet ouvrage est défendue notamment l'abolition simultanée de la propriété privée et de l'Etat. Godwin est également considéré comme un pionnier de l'anarchisme.

Mais Pierre Sylvain Maréchal (1750-1803), écrivain, poète et pamphlétaire français, militant républicain, passionné par l'égalité sociale, est lui aussi considéré comme un précurseur de la grève générale et de l'anarchisme.

"On a dit de la présente vague de révolte que c'était une révolution anti-idéologique, sans théorie. Or la théorie révolutionnaire existe déjà et sa mise en pratique est aussi ancienne que le capitalisme lui-même."⁴

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

Les idées et actions des anarchistes sont souvent considérées comme dangereuses, voire illégitimes. Dangereuses, elles le sont naturellement pour le pouvoir établi et ceux qu'il privilégie, d'autant plus que contrairement aux révoltes, elles cherchent à renverser un système, sont révolutionnaires. Illégitimes, elles le seraient si elles étaient sans raison. Or, les causes de la critique radicale de l'anarchisme sont à peu de choses près les mêmes que, et se situent dans le prolongement de celles du "menu peuple" déjà conscient au Moyen-Âge d'être abusé par des dynamiques de pouvoirs liées au commerce, la spéculation, l'administration, la morale et les armées.

Révoltes anciennes en Occitanie :

Environ 500 explosions de ce type ont été répertoriées et décrites par Daniel Borzeix, René Pautal et Jacques Serbat dans leur livre *Révoltes populaires en Occitanie*⁵.

Selon ces auteurs, ces révoltes s'inscrivent déjà dans l'histoire de la lutte des classes :

"Les IX^{ème} et X^{ème} siècles sont considérés comme un moment-clé de la lutte des classes. Le bond en avant du X^{ème} siècle, même si ce n'est pas la panacée, a permis à la classe populaire de progresser (et a probablement nourri les hérésies égalitaires du XI^{ème} siècle). L'extension des domaines, dès l'époque carolingienne, a été contrée par la lutte des paysans libres (surtout en Occitanie où la féodalisation est restée toujours plus superficielle que dans le Nord)".

"Les causes des révoltes au Moyen-Âge sont multiples : la misère, les impôts excessifs, les collecteurs et leurs abus, les guerres et leurs conséquences... Ces soulèvements se présentent comme un refus. Leurs modalités sont toujours les mêmes. Une foire, une fête, un marché ou l'annonce d'un nouvel impôt et c'est l'explosion. On retrouve ce caractère spontané dans nombre de révoltes. Elles s'éteignent aussi vite qu'elles ont éclaté." Autre caractéristique : elles ne remettent jamais fondamentalement en cause le système même ou le roi, seulement leurs abus. Le peuple crie "Vive le roi sans visite ! Vive le roi sans gabelle !" Elles ne s'apparentent donc pas encore à des révoltes à proprement parler.

Nous ne retiendrons arbitrairement que quelques exemples qui concernent la zone de diffusion de la Pégazette.

Abus de pouvoir et violences :

Au XIV^{ème} siècle, les paysans sont excédés par les exactions commises par les mercenaires-routiers issus des armées anglaises et françaises (laissés sur le territoire et livrés à eux-mêmes depuis le traité de Brétigny de 1360 qui instaura une trêve entre Angleterre et France pendant la guerre de Cent Ans). Ils rançonnent, pillent et violent. Les autorités manquant de zèle, les paysans finissent par s'organiser et intercepter eux-mêmes les convois de rapines des routiers. Leur colère est telle que lorsque le capitaine général de la Province, Arnoul d'Audrehem, massacrant le 19 juin 1364 les routiers qui tenait le village de Peyriac-Minervois depuis 1363, faisant seulement 7 prisonniers, la population s'insurge pourtant contre cette clémence. Retenus à Trèbes puis

2 - Perraudau Michel : *Anselme Bellegarrigue, le premier des libertaires*, Ed Libertaires, 2012 (p. 196)

3 - Déjean Jack : *Associationnisme, autonomie et solidarité*, 2012 (p.18)

4 - Rexroth Kenneth : *Le communalisme* (1974), Ed *L'insomniaque*, 2019 (p.26)

5 - *Révoltes populaires en Occitanie (Moyen-Âge et Ancien Régime)*, Ed *Les Monédierres*, 1983



transférés à la Cité de Carcassonne, celle-ci voit 300 puis bientôt 2000 assaillants en arme mettant le feu aux portes en réclamant justice.

A partir de cette époque "*Le mouvement Tuchin prend l'aspect d'une véritable confrérie dans laquelle chaque membre prête serment d'aide et assistance.*" De coups de main en campagne contre les routiers, ils vont aller jusqu'à "contracter des alliances avec le petit peuple des villes" ; ils sont devenus une véritable force militaire capable de tenir tête aux mercenaires. Fraternisant avec les populations du Languedoc, ils "s'attaquent maintenant aux causes réelles de leurs maux : les privilégiés" et leurs châteaux. Au nombre de ceux qu'ils saccagent : ceux du Caylar. Mais le mouvement Tuchin ne fera pas long feu, notamment parce qu'il perdra, du fait de son embourgeoisement urbain, l'appui des populations des villages et petites villes.

"Les exactions du fermier général des gabelles, Louis Massant, sont la cause d'un profond mécontentement. La population de Carcassonne, déchaînée, le constraint à s'enfuir." Ce dernier envoie un Conseiller (de Reignac) avec une escorte armée à cheval qui ne rencontre d'abord aucune résistance, puis arrive dans la ville basse de Carcassonne. *"Là comme ailleurs, même processus : les soldats insultent, menacent, frappent même quelques pauvres bougres, tant et si bien que le peuple se soulève. La maison de de Reignac est assiégée et une pièce d'artillerie est amenée devant sa porte, en même temps que le tocsin rassemble la foule."* Le lendemain : répression, puis nouveau soulèvement. Cette révolte est surtout tournée "contre les troupes qui vivent sur le dos des populations. [...] A cette époque, le Languedoc sert de quartiers d'hiver à de nombreuses troupes de l'armée de Catalogne qui assassinent, violent, pillent... Ces troupes sont réparties dans la plupart des villes de la province : Agde, Albi, Castelnau-d'Aude, Azille, Toulouse, Cordes, Réalmont, Limoux, Carcassonne, etc."

Abus d'imposition et spéculations :

"Des levées d'impôts sur les denrées alimentaires sont exigées pour subvenir aux dépenses occasionnées par la lutte contre les routiers et la continuation de la conquête du duché de Guyenne [Aquitaine]." Alès, 1er avril 1379 : le crieur annonce, huées de la foule. 10 avril : "300 personnes forcent les consuls et viguiers à vider les caves et greniers de ceux qui avaient été à la tête de la commune les années précédentes. La foule apporte toutes ces provisions au marché et les met en vente à bas prix. [...] Des événements semblables se passent à Nîmes, Montpellier, Béziers, Clermont-l'Hérault."

Dans cette même ville, le "menu peuple" n'a pas attendu Marx pour comprendre le capital, la spéculation, et s'y opposer. En 1378 ont lieu de "nombreux soulèvements urbains qui se déclenchent dans toute l'Occitanie à la suite d'une crise en 1374/1375, mal cicatrisée. Les villes avaient dû emprunter puis revendre le blé à perte. La rancœur populaire grandit du fait des énormes bénéfices réalisés par les marchands et boulanger."

En 1379, profitant de l'absence du duc d'Anjou, gouverneur du Languedoc (dont les abus sont déjà fort contestés par la population), son entourage en profite pour tenter d'imposer à son profit une nouvelle taxe à la population de Montpellier. Les consuls, accompagnés d'une escorte armée et du peuple, se rendent alors à la maison des commissaires. Un seul d'entre eux est épargné. *"Dans les jours qui suivent, les officiers du roi et du duc d'Anjou se trouvant à Clermont-l'Hérault sont exécutés et leurs maisons pillées et brûlées."* Le duc d'Anjou continuant ses exactions dans la sénéchaussée de Carcassonne et dans les environs de Béziers, le roi finit par donner satisfaction au peuple en rappelant le duc en France et rétablit l'exemption de certains impôts dont bénéficiait le Languedoc. Cet événement inspire les nimois qui réclament à leur tour "*la révocation des fouages et autres charges*" et plus : le peuple "*demande que les riches, pour la plupart exemptés, soient obligés de payer les aréages. Sous la pression populaire, les consuls donnent [illégalement] leur consentement. [...] Les habitants de Clermont et de Lodève suivent le mouvement de Montpellier et de Nîmes et se soulèvent aussi contre les exacteurs de subsides.*" Ceux de Béziers également.

Centralisation du pouvoir :

Castelnau-d'Aude verra en 1632 la défaite du duc de Montmorency (décapité à Toulouse) après quatre années de lutte contre la centralisation à marche forcée de Louis XIII. L'ont suivi dans cette opposition les Etats Provinciaux, le Parlement de Toulouse, des évêques et seigneurs mais aussi des artisans et des paysans. A la même époque (1631), la population se soulevait à St Affrique contre les abus des gens de guerre, guerre qui commande invariablement l'augmentation des impôts et favorise la peste.

En 1643, c'est la révolte des Croquants du Rouergue qui "*voit ses états supprimés sous le règne de Louis XIII*". Conséquences : perte des priviléges, augmentation de la fiscalité pour une population déjà aux abois. Le château de Combret est attaqué, occupé par ceux de "Vabres-L'abbaye et St-Salvadou comme points stratégiques".

Même si son armée a pu compter autour de 10 000 hommes, la révolte tournera court du fait de maladresses de la part des Croquants (il s'en trouve à Pont-de-Camarès), des forces à disposition du comte de Noailles - sénéchal et gouverneur du Rouergue - et, bien sûr, de la trahison des nobliaux.

Abus de faim :

La difficulté d'accès à la nourriture est évidemment un motif de révolte plus que légitime.

6 - *ibid* (p.226)

7 - *ibid* (p.52)

8 - *ibid* (p.51)

9 - *ibid* (p.198)



"Le 30 novembre 1747, le peuple de Toulouse excédé par le prix du pain, pille plusieurs charrettes. [...] Des manifestantes ensuite se dirigent vers la place du marché et vers les magasins du port pour chercher le blé qui s'y trouve. [...]

Partout la cherté du pain engendre des désordres." A Pézenas, "ce sont le ouvriers agricoles qui s'agitent". A Rieux-Minervois, "le menu peuple proteste contre le manque de grain et le prix de celui qui reste". Des troubles éclatent dans la ville de Narbonne et dans les environs de Castres, à Alet, Limoux. à Carcassonne où " le blé atteint un prix record alors que les ouvriers, en particulier ceux de l'industrie du textile, subissent une crise terrible." Comme dans le Castrais "La circulation des grains y devient impossible. L'insécurité règne [et] ni les consuls, ni les gens d'armes ne peuvent - ou ne veulent vraiment y mettre fin."

En 1777 : Rebelote à Carcassonne, Rieux-Minervois, ... malgré ou à cause des petites concessions faites par les autorités locales ou royales.

Dans la France du XVIII^{ème}, "Le peuple manifestait une grande sensibilité à tout ce qui pouvait faire monter les cours des grains sur les marchés. Aussi, la question des subsistances était-elle la principale condition de l'ordre social. On disait du grain qu'il représentait un bien commun, affirmation qui contredisait la recherche individuelle du profit des marchands. En juillet 1764, un édit royal proclamait la liberté de commerce des grains. Commerçants et propriétaires l'avaient obtenue grâce à l'appui du mouvement des physiocrates [économistes précurseurs d'un libre-échange radical] qui parlaient au nom de la liberté, loi de nature. Or, la décision royale provoqua une cherté, pas tellement à cause des exportations, mais surtout par la multiplication du nombre des marchands, la prolifération des intermédiaires, la pratique des achats directs dans les greniers. Les basses classes répondirent par des soulèvements, l'interception des convois de grains, la taxation populaire imposée par la violence. En temps de mauvaise récolte due aux aléas climatiques, on se résignait à la cherté et à la disette comme à des phénomènes naturels,

inévitables. Mais voir, en période de récolte convenable, les prix des grains monter du fait de spéculations humaines, on ne pouvait l'admettre. Par ailleurs, un système qui baignait dans priviléges, faveurs, vénéalité, corruption, confusion entre public et privé, ne pouvait que constituer un terrain de choix pour le développement des rumeurs. Elles culminèrent dans le mythe fameux du "pacte de famine" qui mettait en cause jusqu'à la personne royale"¹⁰

Fake new de l'époque ? Un Etat pourrait-il éthiquement vouloir et techniquement affamer sa propre population ?

LA DICTATURE DU PROLETARIAT N'EST PAS CELLE DE LA PAYSANNERIE

"En 1928, il [Staline] lança son programme de "socialisme dans un seul pays" destiné à moderniser radicalement l'URSS. [...] comment financer ce programme - d'où viendraient les fonds pour construire les usines, importer les technologies occidentales, etc., ensuite comment l'imposer à un pays récalcitrant, il n'avait qu'une réponse : la terreur. L'agriculture fut collectivisée, les terres furent nationalisées et les paysans transformés en employés de l'Etat. Toute résistance de leur part étaient réprimée avec une effroyable brutalité. L'Ukraine fut mise à genoux par une famine organisée en 1932-1933, qui tua plus de 3 millions de personnes, alors même qu'en 1931 au moins 1 millions de paysans avaient déjà été envoyés dans les camps de travail du goulag et 12 millions déportés en Sibérie."¹¹

Ceci n'est pas une fake new, pas même de l'histoire ancienne... Ce capitalisme d'Etat agro-industriel débridé auquel se sont toujours opposés les anarchistes, Bakounine en tête, est bien le résultat et non une déviance, n'en déplaise, de la pensée de Marx qui affirmait dans son Manifeste de 1847 que "La première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante [...]. Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat [...] pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives."¹²

10 - Cazals Rémy, Autours de la Montagne Noire au temps de la Révolution (1774-1799), CLEF 89, 1989 (p.25)

11 - Galeotti Marc : Brève histoire de la Russie (2020), Ed Flammarion, 2022 (p.254)

12 - Marx Karl : Manifeste du parti communiste (1847), Ed 10/18, 1969 (p.45)



Et l'essentiel de la mise en place de cette première étape (même si Marx relativise en précisant qu'elles ne seront que temporaires, non soutenables dans le temps et à adapter dans chaque pays), tient en 10 mesures, parmi lesquelles, texto' :

"7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production : défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble.

8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.

9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel."¹³

Nous ne nous attarderons pas ici sur le point 4 qui stipule la "Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles".

Le théoricien anarchiste Kropotkine ne s'y trompait pas quand il écrivait presque trente ans avant la révolution bolchévik de 1917 et non sans avoir compris qu'après les sacrifices du peuple pour renverser l'ancien régime "*un gouvernement composé d'hommes plus ou moins honnêtes se constitue, et c'est lui qui se charge d'organiser : - la République en 1793 ; le travail en 1848 ; la Commune libre en 1871. Imbu des idées jacobines, ce gouvernement se préoccupe avant tout des questions politiques*", laissant le peuple crever de faim pour mieux l'écartier du pouvoir.

"*Nous sommes des utopistes, - c'est connu. Si utopistes, en effet, que nous poussons notre utopie jusqu'à croire que la Révolution devra et pourra garantir à tous le logement, le vêtement et le pain, - ce qui déplaît énormément aux bourgeois rouges et bleus, - car ils savent parfaitement qu'un peuple qui mangerait à sa faim serait très difficile à maîtriser.*

Eh bien ! Nous n'en sortons pas : il faut assurer le pain au peuple révolté, et il faut que la question du pain les prime toutes."¹⁴

"*De fait, les "valeurs paysannes" ont été rarement prises en compte par les forces dites "progressistes". Même si toutes les révolutions et mouvements de libération ont un "volet paysan", les paysans ont été rapidement marginalisés, dans les meilleurs des cas neutralisés mais le plus souvent réprimés. Il y a des raisons à cela, dans une période, les XIXe et XXe siècles, où le prolétariat constituait la classe montante [en terme de productivité, ne nous leurrons pas...]. On peut dire que la paysannerie, dans ce qui constitue son identité, n'a rien reçu de bon du "progrès tant vanté depuis le XIX^e siècle. John Berger écrit à ce sujet : "Le conservatisme paysan, pris dans le contexte de l'expérience paysanne, n'a rien de commun avec le conservatisme d'une classe dominante privilégiée ou avec celui d'une petite bourgeoisie sycophante. [...] C'est une des raisons qui font que, à la grande surprise des théoriciens politiques et sociaux des villes, les petits paysans aient si souvent rallié la défense des paysans les plus riches. C'est un conservatisme non de pourvoir mais de signification." [...] En fait s'il fallait rechercher des filiations politiques aux mouvements paysans on les trouverait du côté de l'anarchisme. Prônant à la fois des valeurs individualistes et collectives, farouchement anti-étatique et valorisant toutes les formes d'autonomie, l'anarchisme a souvent rencontré les luttes paysannes.*"¹⁵

Un autre anarchiste, Elisée Reclus, bien connu (tout comme Kropotkine, et géographe comme lui) et précurseur de l'écologisme, écrivait "*Il faut du pain !*" (1902). Pour tous, bien sûr, mais pas sur des bases productivistes ; ce qui suppose une société dont les rapports politiques et économiques ne soient plus basés sur la concurrence mais la coopération, donc : en dépit de la mondialisation de l'économie, des Etats-nations, des frontières.

DES FRONTIERES

"Le fait capital est la naissance de l'Internationale des travailleurs. Sans doute elle était en germe depuis que les hommes de nations différentes se sont entraidés en toute sympathie et pour leurs intérêts communs."

Association Internationale des Travailleurs (1864-1876), I^{ère} Internationale, majoritairement bakouniniste (anarchiste fédéraliste) ; La II^{ème} (ouvrière) (1889-1916) consacrera les marxistes (déjà présents dans la première) ; la III^{ème} (communiste) (1919-1943) sera créé par Lénine en réaction au ralliement de la social-démocratie allemande (en tête de la II^e Internationale, pacifiste) à l'Union sacrée ; la IV^{ème} (trotskyste) (1938 jusqu'à ce jour) en opposition au stalinisme.

" Quant aux frontières dites naturelles [...] elles n'ont pas le droit de former obstacle entre les populations, et n'ont pas non plus le droit de servir de fondement à l'organisation de la société. Il n'y a pas de frontière naturelle ; l'océan ne sépare plus les pays".

¹⁷

Cette dernière citation apparaît dans un article J.P Cabré publié dans Le Mouton noir.¹⁸

Le 28 septembre dernier, lors du 7^{ème} festival des luttes populaires d'Armissan (Béziers), J.P Crabé, professeur d'histoire venu du Pays basque, expliquait ce qu'il exposait dans cet article : "*Depuis la fermeture d'une dizaine de points de passage de la frontière dans les départements des Pyrénées orientales et des Pyrénées atlantiques, en janvier 2021, pour "lutter contre l'immigration clandestine et le terrorisme", le village [de Larrau] connaît une situation ubuesque. La route qui mène à l'Espagne est fermée.*" Pourtant ce village est bien en

13 - ibid. (p.46)

14 - Kropotkine Pierre : *La conquête du pain* (1890), Ed Tops / H. Trinquier, 2013 (p.59, p.63)

15 - Pérez-Vitoria Silvia, *Les paysans sont de retour*, Ed Actes sud, 2005 (p.163 à 168)

16 - Reclus Elisée, *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique* (1902), Ed Lux, 2019

17 - Elisée Reclus, *Ecrire la lettre en libertaire, collectif*, Ed du temps perdu, 2005 (p.210)

18 - Le Mouton noir (n°9 - juillet/août 2023)



Europe, au sein de l'espace Schengen... Les camions, en revanche, circulent à gogo.

"A cette différenciation de traitement entre les territoires et les voies de communication, on saisit la nature même de la frontière : une matérialisation de l'Etat sur le territoire, c'est à dire la limite où s'applique ses lois. L'Etat fait ce qu'il veut : il ferme la route d'un col à l'usage des locaux et laisse ouverte une route inter-nationale parce que celle-ci participe, avec la frontière justement, à l'organisation économique du monde qu'il défend. Lorsque nos politiques parlent de "mondialisation" et "d'ouverture des frontières", ils font références aux principes néolibéraux de mise en concurrence des territoires nationaux, grâce à la suppression des taxes douanières et des complications administratives sur le trafic des marchandises. Il ne s'agit aucunement d'abolir les frontières car cela reviendrait à égaliser les législations du travail et donc des salaires, les impôts et les prix sur l'ensemble du globe. Or ce sont les différentiels de prix qui permettent la mise en concurrence des territoires pour de plus grands profits des firmes transnationales."

Nonobstant le business de la surveillance qui représente un marché de plus de 50 milliards de dollars¹⁹, l'enjeu migratoire de ce contrôle au frontière est uniquement politique et vise à séduire l'électorat d'extrême droite, car il n'a aucun fondement objectif ; *"beaucoup parleront d'abord des 1.05 millions de Syriens avant de penser aux 8 millions d'Ukrainiens... L'Arabe fait peur, alors on le montre. [...] Doit-on vraiment rappeler que le nombre d'étrangers en France oscille entre 7 à 10% de la population depuis un siècle, sans que les politiques pro ou anti-immigration successivement mises en place, n'aient eu véritablement d'impact sur les variations de ce chiffre ? [...] Un seul chiffre devrait suffire à faire comprendre que l'accueil des réfugiés est un sujet marginal qui n'a pas une grande influence sur nos conditions de vies : 56 149, voilà le nombre de réfugiés accueillis en 2022 par la France. Nous sommes 68 millions de Français. La Turquie accueille trois millions de réfugiés, l'Allemagne 1.26 millions, au total en France, il y en a... 300 000"*

Etrangers, densités et logements secondaires

A titre de comparaison (mais sans aucune considération éthique et écologique), l'Allemagne est peuplée de 84,7 millions d'habitants (mars 2024), dont 13 millions d'étrangers [destatis.de] soit environ 15% de sa population.

En 2021, selon l'Office for National Statistics, Le Royaume-Uni est composé à 19% d'étrangers, dont [terminologie et catégorisation hallucinante de cette classification] "9.6% d'asiatiques, 4.2% de noirs, 3% de métis, 2.2% d'autres".

En 2016, l'Allemagne appliquait une des politiques familiales les plus coûteuses au monde pour un coût total de 55,4 milliards d'euros. Pourtant, cette même année, son

excédent budgétaire se porta à près de 24 milliards d'euros, 38.4 l'année suivante, en 2018, (1.7 % de son PIB)
Le Figaro, 22 février 2019

Et oui ! La dette absolue de l'Allemagne se réduit depuis plusieurs années, pendant que la population allemande n'augmente que grâce à un solde migratoire positif. En 2018, ce "solde" a atteint 380 000 personnes, le nombre de naissances (150 000) restant inférieur à celui des décès (180 000). Densité de la population en Allemagne ? 237 hab./km²

Au Royaume-Uni (dont la population est équivalente à celle de la France, soit environ 68 millions d'individus - mais sur 2/5 du territoire) ? 275 hab./km²

France : 107,2 hab./km² et à peine 10 % d'étrangers (chiffre INSEE)

Occitanie : 83 hab./km²

Haute-Garonne : 222 hab./km²

Hérault : 197 hab./km²

Tarn : 68 hab./km²

Aude : 61,3 hab./km²

Aveyron : 32 hab./km²

Pyrénées orientales : 118 hab./km²

Pyrénées-atlantiques : 91 hab./km²

Hautes-Pyrénées : 52 hab./km²

Ariège : 32 hab./km²

Espagne : 87,41 hab./km²

Catalogne : 249 hab./km²

Aragon : 28 hab./km²

Taux de Logements secondaires de certains villages et leur classement au sein de leur département (taux logements secondaires+vacants)

Aude (33.4 %)

Leucate : 86.5 % (1er), Saissac : 33 % (9e), Azille : 30 % (11e); Caunes : 22.5 % (13e)

Aveyron (28.3 %)

Brusque : 58 % (1er), Camarès 33 % (16e)

Hérault (21.8 %)

La Grande-Motte : 77 % (1er), Avène : 66 % (5e), La Salvetat-sur-Agout : 63.5% (6e), Ceilhes et roquezels : 60 % (9e) Fraisse-sur-Agout : 58.5% (11e), Palavas les flots : 56 % (13e), Lamalou-les-bains : 48 % (15e), St Gervais-sur-Mare : 42 % (16e), Mons-la-Trivalle : 39 % (18e), Riols : 34 % (19e), La Tour-sur-Orb : 26,5 % (21e)

Tarn (16.3 %)

Lacaune : 17 % + 11 %

19 - Source : Guillaume Pitron, Observatoire des multi-nationales, 23 février 2017



Par delà la chaîne des Pyrénées, l'anarchisme

300 000, c'est aussi le nombre de réfugiés espagnols civils, soldats, républicains, anarchistes ou communistes restés en France après leur exil massif (environ 500 000 personnes) en janvier-février 1939, suite à la prise de pouvoir de Franco et la mise en place de sa dictature après trois années de guerre civile.^{20 21}

A cette époque, une partie de la population française fut terrifiée par cet exode pour des raisons, là encore, politiques. "On assimile les combattants républicains en retraite à "des hordes terroristes". Comme ceux de toutes les armées en déroute, ces hommes sales, en haillons, font mauvaise impression. D'autant plus qu'ils tendent le poing, chantent l'Internationale."²²

Si l'anarchisme et son internationalisme "sans frontière" apparaissent avec la mondialisation du capital et l'industrialisation, ils correspondent d'abord à une réalité vécue. Aussi, avant d'en venir à la période de "ces hommes sales" qui "tendent le poing, chantent l'Internationale", revenons sur l'histoire "locale" de cette notion qui s'impose avec celle d'Etat : la "frontière". Et de constater que celle des Pyrénées, hors le droit, n'en fut jamais une, pas même naturelle.



Photo de Robert Capa - Réfugiés marchant sur la route entre Barcelone et la frontière franco-espagnole, 25-27 janvier 1939

On sait tous que les Pyrénées ne séparent pas les Catalans et les Basques français et espagnols. Ceci dit, les Ibères (à partir de - 1000 av J-C) se trouvaient déjà sur les deux versants de cette chaîne montagneuse. A partir de - 200, l'Empire romain s'étendait lui aussi sans discontinuité, au sud comme au nord des Pyrénées, et n'a pu empêcher (pourquoi l'aurait-il souhaité ?) le mélange des populations.

Originaires du nord de l'Europe, installés dans les environs de la Mer Noire, se confrontant et se mêlant aux celtes, devenus catholiques après avoir été ariens et assimilé l'essentiel du fonctionnement politique de l'empire romain d'Occident affaibli, les wisigoths finirent par établir aux V^{ème}-VI^{ème} siècles un royaume qui partait de Bordeaux,

inclus Toulouse (capitale de 418 à 507), Carcassonne, Lodève, Béziers, Narbonne, Barcelone (investie en 415, capitale de 507 à 510 et de 531 à 548), englobait également la Tarraconaise située de part et d'autre de l'Ebre en remontant au-delà de Saragosse.²³

"A l'époque romaine, les routes, les transports et les postes avaient fait l'objet d'une organisation très avancée. Toutes proportions gardées et malgré les exigences de la stratégie, le réseau des voies romaines paraît plus cohérent que le réseau ferré que nous connaissons de nos jours en Occitanie. La dynastie wisigoth sut maintenir en l'état une infrastructure délicate et une administration complexe. [...] Les Francs et les invasions subséquentes vinrent tout bouleverser."²⁴

Le début du VIII^{ème} siècle nous donne l'occasion de revenir sur les arabes que "l'on montre parce qu'ils font peur" dont parle J.P Cabré, comme on montra les anarchistes espagnols qui "effrayèrent" la population...

En 711 des musulmans arabes venus du Maghreb s'installent en Andalousie, établissent un émirat omeyyade - qui deviendra le califat de Cordoue - puis remontent progressivement vers le nord et finissent par dominer (entre autres peuples) les wisigoths, déjà fortement acculturés (assimilation ou syncrétisme de plusieurs éléments culturels hétérogènes, dans l'espace et/ou dans le temps).

Au X^{ème} siècle, Cordoue est devenue la plus grande ville d'Europe et brille pour son essor scientifique. Au sud, la population andalouse est alors diverse, se composant de juifs

(séfarades), de chrétiens de rite mozarabe et de musulmans (en majorité des convertis), ainsi que des berbères et des arabes, tous unis par la langue et la culture arabo-musulmane.

20 - Gallo Max : *Histoire de l'Espagne franquiste*, Ed Robert Laffont, 1969

21 - HISTORIA, hors série n°22, *La guerre d'Espagne*, Ed Tallandier, 1971 (p.183)

22 - ibid

23 - Wolfram Herwig : *Histoire des Goths* (1979), Ed. Albin Michel 1990 / Schmidt Joël : *Le royaume wisigoth d'Occitanie* (1992), Ed Perrin, 2008

24 - Espieux Henri : *Histoire de l'Occitanie* (1968), CAPe.CAP éditions occitanas, 1970 (p.161)



Cette influence s'étendra donc jusqu'au comté de Barcelone (718) qui, cependant, prendra de plus en plus son indépendance par rapport au califat et aux francs (Marche d'Espagne "catalane" des deux côtés des Pyrénées). Les mozarabes et juifs établis y ont introduit les techniques arabes d'irrigation, leurs moulins, leur sciences, leurs redécouvertes et traductions des classiques de la Grèce et de la Rome antiques dont va profiter... la chrétienté !

D'ailleurs, ni la maison d'édition chrétienne Laffitte Reprints, ni M. Estadieu ne s'y tromperont, ce dernier qualifiant en 1882 d' "*illustres prisonniers maures*", le gouverneur Addo et son neveu Béru arrêtés en 800 à Narbonne où ils s'étaient introduits et où ils furent arrêtés, avant d'être transférés dans une des tours de l'abbaye de Castres.²⁵

Les échanges, déplacements nord/sud ou sud/nord n'ayant jamais cessé, les affinités et similarités sont conséquemment nombreuses entre ubac et adret pyrénéens. Au XII^{ème} siècle, l'économie prospère du drap est présente aussi bien dans les villes de Barcelone, que de Perpignan ou de Villefranche-de-Conflent.

Les cathares étaient d'ailleurs réputés exercer majoritairement le métier de tisserand. Lors de la croisade albigeoise, une partie de l'aristocratie et de la noblesse cathare du Comté de Foix, du Pays d'Alion ou des Fenouillièdes, se réfugia dans le pays d'Urgell (auparavant rattaché au diacre de Toulouse) où fut établi en 1226 un diacre (cathare) particulier.²⁶

Rappelons que le pays d'Urgell s'étend au sud de l'actuel Andorre et que l'évêque de Seo de Urgell en est aujourd'hui le co-prince... avec le président de la République démocratique et laïque française - et que le contribuable verse 4 milliards d'euros par an pour les écoles privées catholiques, alors que la communauté ecclésiastique est celle qui commet, statistiquement et de fait, toutes catégories socio-culturelles confondues, le plus d'agressions sexuelles !

Triste précurseur des temps modernes, l'Espagne impérialiste et inquisitoriale finira (décret de l'Alhambra -1492) par virer ou exterminer les juifs puis les musulmans convertis de force, au nom de la Limpieza de sangre (pureté de sang), mesure idéologique eugéniste qui occasionna, il est bon de s'en rappeler, un désastre économique et démographique.

Les "Morisques" (musulmans restés en Espagne) qui seront finalement expulsés entre 1609 et 1614 auraient été entre 300 000 et 400 000 en Espagne, sur un total d'approximativement 8,5 millions d'habitants. Relativement nombreux (à peine 5 % de la population) ils étaient pourtant des travailleurs qualifiés et taxables. Leur départ occasionna non seulement un effondrement démographique mais aussi d'importantes pertes dans la perception des impôts et des effets dramatiques sur l'artisanat, la production de toiles, le commerce et les travaux des champs.

Ce sont bien sûr et surtout les aristocraties qui se jouent des frontières.

Au XVI^{ème} siècle, l'empire des Habsbourg, dont la monarchie espagnole est, avec le Saint-Empire romain germanique, l'élément essentiel, devient la première puissance européenne et l'un des premiers empires coloniaux de portée mondiale. En 1700, à la suite de la mort sans héritier mâle de Charles II, dernier souverain Habsbourg, le petit-fils de Louis XIV, dont la première épouse était une infante espagnole, devint, après une longue guerre meurtrière, roi d'Espagne sous le nom de Felipe V et fonda la dynastie des Bourbons d'Espagne, liée par un pacte de famille aux rois Bourbons de France. Après bien des vicissitudes, ce n'est qu'en 1931, lors de l'avènement de la II^{ème} République espagnole que la famille des Bourbons est "officiellement" et définitivement écartée du pouvoir espagnol. Officieusement... Elle soutiendra le monarchiste et général Franco...

Tout comme les frontières, les axes de communication, pour rationnels qu'ils devraient être, sont le fruit d'une logique de pouvoir aberrante. Dans nos contrées, l'un des exemples le plus savoureux de cet arbitraire imbécile se déroule au XVI^{ème} siècle.

*"L'Occitanie va se distinguer par le développement des messageries urbaines. Parmi les cités, Toulouse, ville de transit et cœur du pays confirme au XVII^e siècle une prépondérance déjà acquise. [...] Ce rayonnement couvre toute l'Occitanie, touche Paris et surtout Lyon et se prolonge au-delà des frontières vers la Castille, Madrid et la Catalogne [Ni Lyon ni Bordeaux ni Marseille ne sont alors parvenus à ce degré d'extension]. On ne sait exactement pourquoi, mais à partir du règne de François I^r [1515], les courriers et les transporteurs espagnols acheminés vers l'Italie se voient imposer un trajet qui, de la frontière gagne Bordeaux, contourne le Limousin, puis l'Auvergne et redescend vers Lyon d'où il rejoint l'Italie par les voies alpestres. Ce singulier itinéraire a soulevé les protestations de la Cour d'Espagne et des Maîtres de Poste de Saragosse et de Barcelone, mais il n'en sera pas moins le seul légal pendant des siècles."*²⁷

25 - Sources : M. Estadieu, notes chronologiques et statistiques pour servir à l'histoire de la ville de Castres (1882), Ed. Laffite Reprints, 1976 (p.6)

26 - Sources : Anne Brenon, Le vrai visage du catharisme, Ed. Loubatière, 1990

27 - Espieux Henri : idem (p.163)



PAS VU PAS PRIS ou PAS DE PRIX MAL VU ?

Au XVI^{ème} siècle toujours, faisant fi de ces rouleaux compresseurs que sont la couronne et l'Eglise associées, se maintiennent des usages sur lesquels nous allons nous arrêter car ils ne sont pas sans ressemblances avec certains principes développés par l'anarchisme.

Nous nous appuyons à nouveau sur l'article de J.P Cabré (cf. p.14). En 1526 était signé à l'ouest des Pyrénées, "par les jurats c'est-à-dire les délégués des communautés paysannes", le parchemin du for de la Vésiau dont "*l'objet n'était pas de ritualiser la reconnaissance de la frontière établie par deux Etats souverains mais bien plus de renouveler des accords de bon voisinage et d'usage du territoire. Et ce, malgré les désagréments suscités par l'imposition de cette ligne frontière par les Etats, du Béarn et d'Aragon dans un premier temps, puis de France et d'Espagne*" (1659).

La Vésiau était l' "organe directeur" d'une communauté de trois villages de la Vallée dont "*la compétence était très étendue*" : gestion des intérêts économiques communs, routes, exploitations forestières, animales (pacages), moulins, fours, forges, ... Mais "*loin des préoccupations étatiques pour établir sa souveraineté sur un territoire (définir à quelle communauté nationale il appartient), les paceras (ou facerias), ces traités de paix que l'on retrouve tout le long de la chaîne pyrénéenne, avaient pour but de régler les questions de voisinage [...]. L'usage alternatif des terres revient à instaurer une propriété d'usage cyclique et une frontière mobile.*" Il s'agit d' "*une approche du territoire et de l'économie qui ne sont pas basées sur la propriété privée et l'échange de devises (bien que celles-ci existent déjà) mais dans la logique bien plus ancienne qui inscrit l'économie dans des obligations morales : la logique du don.*"

La bonne entente seule ne suffit donc pas. L'entraide est essentielle pour garantir cette cohabitation pacifique. En période de misère, les villages sont tenus de se porter secours. "*Plutôt que de régler les problèmes liés au territoire par la violence et par la guerre (les moyens de l'Etat) [...], l'objectif est d'harmoniser les relations entre les différentes communautés qui gardent leur autonomie.*"

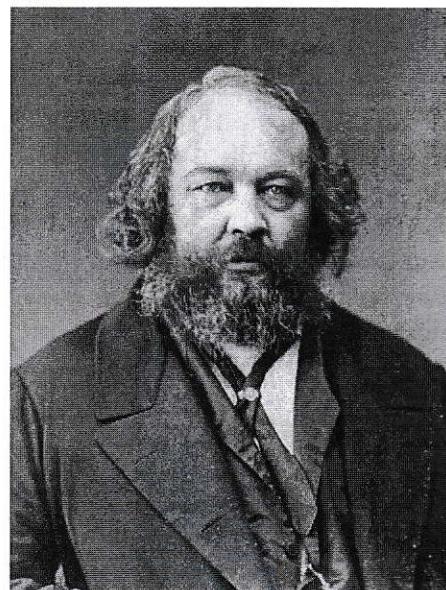
Cinq thèmes importants se dégagent de ce passage : la place de l'Etat, celles de l'économie et de la propriété privée, enfin celles du pacifisme, de la solidarité et de l'autonomie.

L'Etat

L'expérience des anarchistes de la fin du XIX^{ème} siècle est déjà suffisamment longue pour qu'une République bourgeoise, même "démocratique", aussi bien qu'une dictature prolétarienne, même "transitoire", leur fassent horreur. "*Qui dit Etat, dit nécessairement domination et, par conséquent, esclavage ; un Etat sans esclavage, avoué ou masqué, est inconcevable, voilà pourquoi nous sommes ennemis de l'Etat*

[même d'un Etat proléttaire de transition, car] *Que signifie : le prolétariat organisé en classe dominante ? Est-ce à dire que celui-ci sera tout entier à la direction des affaires publiques ? [...] Par gouvernement populaire les marxistes entendent le gouvernement du peuple au moyen d'un petit nombre de représentants élus par le peuple au suffrage universel [...] - ce qui est le dernier mot des marxistes aussi bien que de l'école démocrate - [...] mensonge qui cache le despotisme de la minorité dirigeante [...]. Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernans ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde proléttaire du haut de l'Etat [comme les délégués syndicalistes du haut du syndicat], ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner. Qui en doute, ne connaît pas la nature humaine.*"

"Très bien, mais une société sans Etat peut-elle seulement exister ? ", me direz-vous ?



Mikhaïl Bakounine

Pierre Clastres (1934-1977), anthropologue et libertaire affirme que "*Les sociétés primitives sont des sociétés sans Etat*" ajoutant immédiatement que "*ce jugement de fait, en lui-même exact, dissimule en vérité une opinion, un jugement de valeur qui grève dès lors la possibilité de constituer une anthropologie politique comme science rigoureuse. Ce qui en fait est énoncé, c'est que les sociétés primitives sont privées de quelque chose - l'Etat - qui leur est, comme à toute autre société - la nôtre par exemple - nécessaire. Ces sociétés sont donc [considérées] incomplètes.*", ce que Pierre Clastres récuse fortement.²⁹

28 - Bakounine Mikhaïl : *Etatisme et Anarchie* (1873), Ed Tops / H. Trinquier, 2013 (p.346/347)

29 - Clastres Pierre : *La société contre l'Etat* (1974), Ed de Minuit, 2024 (p.161)



*"Il n'y a donc pas de roi dans la tribu, mais un chef qui n'est pas un chef d'Etat. Qu'est-ce que cela signifie ? Simplement que le chef ne dispose d'aucune autorité, d'aucun pouvoir de coercition, d'aucun moyen de donner un ordre. Le chef n'est pas un commandant, les gens de la tribu n'ont aucun devoir d'obéissance. L'espace de la chefferie n'est pas le lieu du pouvoir, et la figure (bien mal nommée) du "chef" sauvage ne préfigure en rien celle d'un futur despote. Ce n'est certainement pas de la chefferie primitive que peut se déduire l'appareil étatique en général."*³⁰

Mais alors ? Dans une société devenue aussi complexe que la nôtre, sur quelle doctrine politique socialiste ou communiste peut-on s'appuyer qui se passerait en même temps de l'existence d'un Etat ? Kropotkine (1842-1921), communiste libertaire (il existe bien des déclinaisons de l'anarchisme - quoi de plus "naturel"...) affirme que *"notre communisme n'est ni celui des phalangistes, ni celui des théoriciens autoritaires allemands. C'est le communisme anarchiste, le communisme sans gouvernement, - celui des hommes libres. C'est la synthèse des deux buts poursuivis par l'humanité à travers les âges : la liberté économique et la liberté politique."*³¹ Bien ! Mais comment se présente son fonctionnement ? Errico Malatesta (1853-1932), étudiant en médecine et lui aussi communiste libertaire vulgarisera l'idée comme suit : *"Nous voulons le communisme libre, anarchique si le mot ne vous offense pas. Nous voulons que le communisme s'organise librement de bas en haut, en commençant par les individus qui s'unissent en associations, et en continuant peu à peu par des fédérations d'associations, toujours plus complexes, jusqu'à ce qu'elles unissent l'humanité toute entière en un seul accord de coopération et de solidarité."*³²

L'économie

*"Comment définir une économie "libertaire" ? Pour aller au plus simple, une économie libertaire est une économie dont les rapports humains, les structures et le fonctionnement sont imprégnés des grandes valeurs et des grands principes de l'anarchisme. Parmi ceux-ci, cinq apparaissent fondamentaux : la liberté ou l'auto-décision, l'égalité, la responsabilité, la coopération sociale ou l'entraide, la justice sociale".*³³

La propriété privée

Celle-ci est contestée dans la mesure où elle constitue un moyen d'exploitation du travail d'autrui - ce qui n'empêche pas, selon Pierre-Joseph Proudhon, la "possession" - d'une maison individuelle ou d'un champ, par exemple.

*"Resterait à savoir qui a droit de faire payer l'usage du sol, de cette richesse qui n'est point le fait de l'homme. A qui est dû le fermage de la terre ? Au producteur de la terre, sans doute. Qui a fait la terre ? [...] En ce cas, propriétaire, retire-toi."*³⁴

Si la métaphore de ce qui suit ne rend pas compte des multiples aspects du fonctionnement économique capitaliste

(ce que K. Marx développera dans son monumental *Le Capital*), il permet de saisir simplement la notion de plus-value basée sur l'exploitation.

*"Le capitalisme a payé les journées des ouvriers. Pour être exact, il faut dire que le capitaliste a payé autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose. Car cette force immense qui résulte de l'action et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, il ne l'a pas payé. Deux cents grenadiers ont en quelques heures dressé l'obélisque de Louqsour sur sa base, suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ? Cependant, au compte du capitaliste, la somme des salaires eut été la même."*³⁵

Ce que *"Proudhon récuse sous le nom de propriété, c'est un mode d'appropriation injuste, rendu possible par un type d'organisation économique. [...] Tout travail humain résultant nécessairement d'une force collective, toute propriété devient, par la même raison, collective et indivise : en termes plus précis, le travail détruit la propriété."*, mais pas la possession : *"La possession individuelle est la condition de la vie sociale ; cinq mille ans de propriété le démontre : la propriété est le suicide de la société. La possession est dans le droit ; la propriété est contre le droit"*³⁶

Le Pacifisme

Bien sûr, il y eut la "propagande par le fait" de la fin du XIX^e siècle qui déboucha, entre autres, sur l'assassinat du président de la III^e République française, Sadi Carnot. Bien sûr une frange de la mouvance anarchiste ne cessa jamais de considérer le meurtre comme légitime moyen d'imacter les consciences, jusqu'aux membres d'Action Directe dans les années 1980. Mais en vérité, la grande majorité des anarchistes sont et défendent le pacifisme, ce principe découlant de leur anti-autoritarisme et de la liberté qui leur sont chers. Comment, en effet, accepter dès lors l'idée de s'arroger le droit d'ôter la vie à un individu, négation la plus radicale qui soit de sa propre liberté ? Ce qui ne va pas, pour les mêmes raisons, jusqu'au rejet systématique de la violence - en cas de légitime défense, par exemple.

De la même façon s'explique leur rejet de l'armée et des guerres, a fortiori celles entre Etats. L'armée est hiérarchie,

30 - *idid* (p.174)

31 - Kropotkine Pierre : *L'entraide* (1906), Ed Payot et Rivages 2023 (p.36)

32 - Malatesta Errico : *Conversations sur l'anarchie* (1924), Ed Nada, 2024 (p.77)

33 - Source : Antonini Fredéric, *Pour une économie libertaire*, Ed Nada, 2022

34 - Proudhon Pierre-Joseph : *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), Ed Payot et Rivages, 2024 (p.108)

35 - *ibid*

36 - Baillargeon Normand : *L'ordre moins le pouvoir* (1999), Ed Agone, 2008 (p.56-57)



commandement, aliénation, soumission des individus en vue de l'oppression de "l'autre", jusqu'à sa mort : inacceptable. Les guerres entre Etats sont des guerres impérialistes qui, en dernière instance, sont celles de puissants qui s'arrachent le capital ; il serait aberrant de participer à ce jeu de massacre quand on dénonce les méfaits du capitalisme et que l'on est, qui plus est, internationaliste, et issu d'une classe populaire opprimée se reconnaissant par delà les Etats, les nationalités et les cultures.

Bien sûr, la polémique est tenace et complexe entre anarchistes révolutionnaires : ne pouvant disposer de forces économique et militaire, ne nous reste-t-il donc pas qu'à saisir les occasions de conflits et d'instabilité politique (quitte à s'engager soi-même) afin de parvenir à nos desseins ? Nous reviendrons sur cette question lorsque nous aborderons la guerre civile espagnole. Nous nous contenterons de souligner ici que lorsque Kropotkine, figure éminemment respectée par les anarchistes, écrivit puis signa avec 15 autres le Manifeste des Seize en soutien à l'Union sacrée et à la guerre 14-18 qui débutait, une large frange de la communauté anarchiste se désolidarisera de lui. Il sera qualifié d' "anarchiste de gouvernement". Même réaction au sein des syndicats français : "Désireux de réaliser l'"Union sacrée", le gouvernement incorpore le PS et s'adjoint la direction confédérale de la CGT. Seule une minorité [anarchiste] fidèle aux idéaux internationalistes va, contre vents et marées, refuser la concorde nationale."³⁷

Même le "vilain" Bakounine aura toujours souhaité privilégier (et nous ne disons que cela) une révolution matérielle et de papier, non pas armée et dirigée contre les humains : "Mon intention était de démolir tous les châteaux, de brûler, dans toute la Bohème, les dossiers de tous les procès administratifs, judiciaires ou publics, les chartes et les titres seigneuriaux et d'annuler toutes les hypothèques."³⁸

En 1868, il dira encore : "Pour faire une révolution radicale, il faut donc s'attaquer aux positions et aux choses, détruire la propriété et l'Etat, alors on n'aura pas besoin de détruire les hommes, et de se condamner [...]"³⁹ aux vindictes et massacres.

En 1873, il nuancera cependant son propos : "Ils [les radicaux et démocrates rouges, lors de la révolution allemande de 1848] croyaient tellement à l'efficience de leurs débats parlementaires et de leurs actes législatifs qu'ils négligèrent l'unique moyen qu'ils avaient de faire obstacle aux forces réactionnaires de l'Etat : la force révolutionnaire du peuple préalablement organisé."⁴⁰

Citons l'original anarchiste individualiste et libertaire Anselme Bellegarrigue (1813-1869) qui ne dévierait jamais d'une étonnante éthique révolutionnaire... légaliste : "Quand le peuple aura compris la position qui lui est réservée dans ces saturnales qu'il paie, quand il se sera rendu compte du rôle ignoble et stupide qu'on lui fait jouer, il saura que la révolution armée est une hérésie au point de vue des principes ; il saura que la violence est l'antipode du droit [...] il fera sa révolution à lui, par la force unique du droit."⁴¹

Enfin, il est bon de rappeler que c'est un syndicaliste révolutionnaire anarchiste, Louis Lecoin (1888-1971), qui créa le Comité de patronage et de secours aux objecteurs de conscience (CPSOC), puis le mensuel Liberté (en 1958), consacré à la défense des objecteurs de conscience et à la lutte pour un statut légal pour ceux-ci, statut qui sera finalement adopté le 22 décembre 1963, après une grève de la faim entamée à l'âge de 74 ans. Louis Lecoin aura passé 12 ans de sa vie en prison à cause de ses idées.

La Solidarité

"La loi de la solidarité sociale est la première loi humaine ; la liberté est la seconde loi. Ces deux lois s'interpénètrent et, étant inséparables, elles constituent l'essence de l'humanité. Ainsi, la liberté n'est pas l'essence de la solidarité ; au contraire, elle en est le développement et, pour ainsi dire, l'humanisation. [...] Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres."⁴²

De son côté, Kropotkine ira jusqu'à écrire un ouvrage monumental, *L'Entraide, un facteur de l'évolution* (1902), s'inspirant de la théorie de l'évolution tout en contestant le darwinisme social : "Les nouvelles institutions économiques et sociales, en tant qu'elles furent une création des masses, les nouveaux systèmes de morale et les nouvelles religions ont pris leur origine de la même source ; et le progrès moral de notre race, vu dans ses grandes lignes, apparaît comme une extension graduelle des principes de l'entraide [...]."⁴³

L'Autonomie

Après la révolution russe manquée de 1905, Nestor Makhno, paysan prolétaire ukrainien de 17 ans qui se fera lyncher plus tard par Lénine, Trotsky, Zinoviev et consort, "rentra dans le rang des communistes anarchistes et, à dater de ce moment, devint un militant infatigable. [...] Je pourrais remplir des pages avec les actions de Makhno, mais il faut les résumer : [lors de la Révolution russe de 1917], au fur et à mesure que Makhno avait libéré un village [pris par les austro-hongrois], celui-ci était organisé sur de nouvelles bases, et les villages devaient régler leur propre sort, vivre leur propre vie, sans chef, sans autorité : il créait la commune libertaire, comme cela se fit également en Espagne, en pleine guerre [1936-1939]."

37 - Davranche Guillaume : *Trop jeunes pour mourir, Eds L'insomniaque et Libertalia*, 2014 (p.515)

38 - Bakounine Mikhaïl, *Confessions* (1857), Ed Rieder, 1982 (p. 208)

39 - *ibid* (p.329)

40 - *ibid* (p.328-329)

41 - Perraudeau Michel : *Anselme Bellegarrigue, le premier des libertaires*, Ed Libertaires, 2012 (p.214)

42 - Bakounine Mikhaïl, *La liberté, Choix de textes*, J.J. Pauvert, 1969

43 - Kropotkine Pierre : *idem* (p.12)



Les communes pouvaient, si elles le désiraient, créer des liens entre elles, toujours sur les mêmes bases".⁴⁴

JUSQU'A LA GUERRE CIVILE

C'est sur le début du XX^{ème} siècle et bientôt la II^e République espagnole (1931) que s'achevait le chapitre DES FRONTIERES.

Qu'en est-il alors de l'anarchisme en Occitanie ?

"L'anarchisme à la Proudhon, assez conforme au génie occitan, disparut pratiquement avec le Second empire [1852-1871] [Il y aura toujours des anarchistes, mais ceux-ci reprendront l'attitude extrémiste des russes à la Bakounine, encore que le mouvement ne soit pas exclusif d'autres tendances]. Avec la Troisième République [1871-1940], les formations régionales des chambres syndicales cédèrent le pas aux syndicats centralistes qui furent ensuite rassemblés dans le cadre de la C.G.T."

Paradoxalement, cette période vit la naissance d'un courant fédéraliste. Héritier des conceptions girondines et de certaines positions prudhoniennes [Bakounine était fédéraliste, Proudhon : mutualiste], et né au cœur du Félibrige, le fédéralisme connut une destination diverse. [...] Dans ces conditions, les masses populaires ne pouvaient que se méfier et du fédéralisme et du régionalisme. Toutefois, au terme de rebuffades sans nombre, les fédéralistes semblaient l'emporter."⁴⁵

Mais tout fut balayé par 14-18.

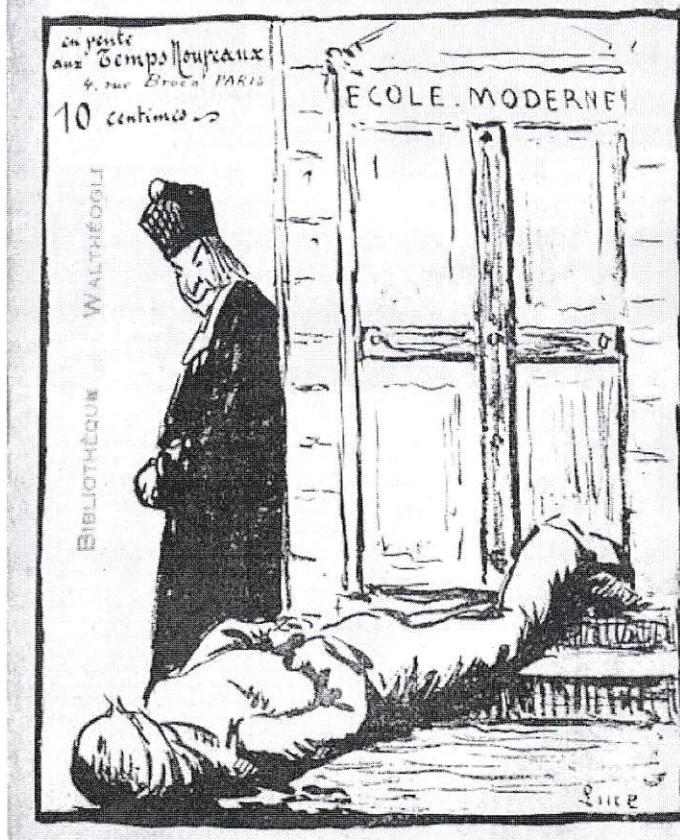
En 1909, le Maroc, dernier Etat africain à n'avoir pas avoir été entièrement soumis à la soif colonialiste des impérialismes européens, est le terrain de jeu que se disputent l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France. Ce sont finalement ces deux derniers pays qui auront gain de cause en 1911. Les conflits jusque là commerciaux deviennent militaires à partir de 1905 ("coup de Tanger" par l'Allemagne). En 1909, l'Espagne s'engage dans une "première guerre du Riff" au nord du Maroc. Conséquence : *"En juillet 1909, le sang a coulé à Barcelone. Le peuple s'y est soulevé contre la guerre coloniale au Maroc. Le pouvoir monarchique a mis plusieurs jours à reprendre le contrôle de la ville, et le bilan est cruel : 78 morts, 500 blessés, 2 000 arrestations. Les révolutionnaires sont traqués, les syndicats interdits, les écoles laïcs fermées."*⁴⁶

Le libre-penseur et pédagogue libertaire Francisco Ferrer né près de Barcelone en 1859, dont l'aura internationale et l'engagement est, toute proportion idéologique, méthodologique et politique gardée, équivalente à celles actuelles de Freinet, Montessori ou Steiner, est alors incarcéré puis exécuté, alors qu'il n'a pas participé à ce soulèvement. *"Jeune cheminot républicain réfugié en France à*

la fin des années 1880, Francisco Ferrer s'est immergé dans les milieux révolutionnaires parisiens. Et c'est à Paris qu'il est devenu anarchiste et s'est lié d'amitié avec Malato, Jean Grave, Sébastien Faure ou encore Paul Robin. [...] Mais c'est surtout entre 1901 et 1909 qu'il a bâti l'œuvre [l'Ecole moderne] qui allait le faire entrer dans l'histoire."⁴⁷ Les manifestations internationales pourtant imposantes et violentes n'auront pu infléchir le "destin" de Ferrer, ni franchement celui du Maroc... L'on voit bien à travers ces événements que les liens qui se sont tissés entre peuples d'Espagne et de France se sont tramés en dépit de ceux que nobles et financiers de ces mêmes pays ont établi (et continuent d'entretenir) entre eux.

Publication des "TEMPS NOUVEAUX". — Numéro 40

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE FERRER



Journal anarchiste français fondé en 1895 par Jean Grave

En 1910 étaient fondées, en France, la Fédération Communiste Anarchiste (FCA), en Espagne, la Confédération Nationale du Travail (CNT).

44 - Picqueray May : Mes 81 ans d'anarchisme ; May la réfractaire (1979), Ed Los Solidarios, 2003

45 - Espieux Henry : idem (p.210)

46 - Davranche Guillaume : idem (p.68)

47 - ibid



Le siège de la première se situait à Paris et s'était associé à la CGT, ne comptant que quelques milliers de membres - elle disparut dès 1914 (NB : elle fut l'un des seuls syndicats à soutenir sans réserve les travailleurs immigrés polonais, autrichiens, belges, kabyles, allemands, grecques, espagnols, chinois, italiens) ; la seconde fut fondée à Barcelone et majoritairement influencée par l'anarchisme de Bakounine. Elle comptait 15 000 membres en 1915, un million en 1919. En 1936, elle est le premier syndicat espagnol et compte 1 557 000 adhérents.

En 1930, Toulouse n'est qu'une bourgade comparée à Barcelone peuplée de plus d'un million d'habitants, devançant alors Madrid qui n'en compte alors que 950 000 (Barcelone est toujours plus peuplée qu'elle en 1940).

1936 : après être rentré du Maroc où il s'était planqué lors de l'avènement de la Seconde République (1931)... tiens-tiens... Franco effectue "son" putsh : début de la Guerre civile. 1936 : début du Front Populaire en France qui cède à la pression du grand capital et les alliances aristo-chrétiennes pour "sauver la République française" et "la paix"... Communiste ou anarchiste, surtout pas de révolution ! Les accords de Munich sont signés par Daladier, fin de chantier !

Les anarchistes feront encore une fois l'erreur fatale : ils finiront par s'associer à la République contre le fascisme plutôt que de se concentrer sur la révolution et seront intégrés dans l'armée régulière. Pour rendre compte de cet épisode tragique, nous nous permettons de citer tout un passage de *Comme un chat* dans lequel Floréal relate les échanges qu'il a eu à ce sujet avec son grand-père et son père :

" Pendant l'été 1968, je retournai passer mes vacances chez mes parents et j'eus de longues conversations avec lui [son grand-père, papé Grégorio]. Mai-68 avait remis à l'honneur l'Espagne rouge et noire de 1936. Voir ces manifestations, ces drapeaux noirs et rouges lui réchauffa le cœur. La révolution telle qu'il l'avait rêvée était à nouveau à l'ordre du jour. Il se lança dans une longue analyse politique.

Il me dit : "Je suis content de voir que tu as le sens de la critique. Mais si tu veux qu'elle soit pertinente, encore te faut-il connaître l'histoire. C'est très bien ce qui s'est passé à Paris. Mais ne vous y trompez pas, ce n'est pas une révolution, tout juste une révolte. Qui n'a même pas été réprimée dans le sang..." Il faisait implicitement référence aux soulèvements qui avaient eu lieu en Espagne avant 1936. Il continua : "Pour faire une révolution, il faut avoir une organisation révolutionnaire. Vous n'en aviez pas. Le pouvoir et les communistes vous ont avalés tout crus lorsqu'ils ont décidé que la fête était finie. C'est maintenant qu'il vous faut construire un véritable mouvement révolutionnaire. Le chemin est long. Une chose est certaine, lorsqu'on va trop vite, on se casse la figure. Vous pouvez critiquer les compagneros qui se fourvoyèrent dans la participation gouvernementale et vous avez raison. Mais vous oubliez tous ceux qui, sans être ministres, simplement parce

qu'ils étaient militants de la CNT, se sont retrouvés à occuper des postes de responsabilité. [...] [Le syndicat] se trouvait face au fait que l'organisation avait abandonné, dès le début de la guerre civile, sa pratique assembléiste pour fonctionner comme n'importe quel parti politique. Les décisions importantes furent prises par un tout petit noyau. "Dans l'organisation, me dit-il, il y avait de nombreux militants de grande valeur. Il ne faut pas que tu penses que Durruti, Garcia Oliver et quelques autres étaient les éléments les plus radicaux. La CNT serait-elle devenue ce qu'elle a été s'il n'y avait eu que ces militants ? Ne le crois pas, sa force a résidé dans les milliers de militants anonymes qu'elle comptait dans ses rangs. [...] Cependant, bien souvent, ces militants anonymes ne savaient pas s'exprimer en public et étaient peu lettrés. Ils laissaient les vedettes de l'organisation le faire et prendre dans l'urgence des décisions qui allaient à l'encontre des grands principes anarchistes pour lesquels nous nous étions tant battus. Nous avions une confiance absolue, aveugle dans l'organisation. Nous les avions choisis comme porte-parole car ils avaient sacrifié beaucoup pour nos idées. Jusqu'au début de la guerre, nous étions en total accord avec eux. L'organisation était l'expression collective de ce que nous étions. Avec la guerre, du jour au lendemain, tout changea. Nous avons accepté, par discipline, ce que nous n'aurions jamais dû accepter. La participation au gouvernement fut le début des renoncements. Ce qui suivit ne fut que la suite logique de ce premier renoncement. Nous sacrifâmes la révolution pour gagner la guerre. L'idée de faire une guerre de guérilla a été écartée sans jamais avoir été vraiment abordée. Nous n'étions pas des militaires. La guerre conventionnelle qui suivit ne fut qu'une succession d'abandons et de défaites. Nous avons tout perdu en abandonnant nos principes. [...]

Depuis la naissance de la CNT en 1910, son existence légale avait été bien éphémère. Illégalité et répression n'empêchèrent pas sa rapide croissance. [...] Son incroyable résistance dans l'adversité tenait en partie à la détermination tenace de ses militants, mais aussi à leur extraordinaire spontanéité. En abandonnant celle-ci pour l'obéissance, ils abandonnaient ce qui avait toujours été la force du petit peuple espagnol, de ces paysans qui, en leur temps, avaient mis en déroute, par une guérilla incessante, les puissantes armées napoléoniennes [1808-1814]. Pour mon père, il fallait chercher la force de l'anarchie espagnol dans ses racines paysannes.

Il me parla très longuement des événements de mai 1937 à Barcelone. [...] Au début de la guerre civile, il n'avait que quinze ans. Il s'était enrôlé dans la colonne Durruti, devenue ensuite, par la grâce de la militarisation, la 26ème division [de l'armée républicaine]. [...] La militarisation des milices eut une autre conséquence. Les jeunes femmes, qui s'étaient enrôlées au début de la guerre civile dans les milices et qui se battaient aux côtés de leurs camarades masculins les armes à la main, durent quitter le combat direct contre les franquistes. [...]

En mai 1937, les stalinien du PSUC [eux-mêmes engagés dans l'armée républicaine] décidèrent d'attaquer les militants de la CNT qui contrôlaient le central téléphonique de



Barcelone. Ces derniers avaient une confiance plus que limitée dans l'attitude des hauts responsables de la République. C'est pour cela qu'ils écouteaient leurs conversations. Ce contrôle était absolument insupportable pour les communistes. Il mettait en lumière les liens que les socialo-communistes entretenaient avec tous les secteurs républicains opposés au projet révolutionnaire. [...] Les staliniens, redoutables dans les manœuvres politiciennes, n'étaient pas encore de taille à lutter contre les anarchistes à Barcelone. Leur salut vint, de façon inattendue, des rangs anarchistes. Les camarades ministres anarchistes les sauveront d'une cuisante défaite au nom de la sacro-sainte défense de l'unité républicaine. [...] Mon père se trouvait sur une barricade sur la via Layenta, avenue tristement célèbre pour de nombreux militants anarchistes puisque s'y trouvait le siège de la Direction générale de la Sécurité pour la Catalogne. Passer dans ces locaux était synonyme de supplices inhumains.

Garcia Oliver fit sur cette barricade un discours improvisé. Il paraît qu'il excellait dans ce genre d'exercice. Mon père me dit que les propos qu'il avait tenus l'avaient indigné. Il considérait qu'il les avait manipulés. Garcia Oliver, pour leur faire cesser le combat, dit à ces jeunes compagneros : "Vous savez que je suis un homme qui s'est toujours battu. Mais maintenant il faut que vous cessiez le combat, que vous retourniez au front pour lutter contre les fascistes." Pour donner plus de poids à ses propos, il ajouta : "Vous savez ce que j'ai subi ici." Il faisait allusion au siège de la Direction générale de la Sécurité qui se trouvait à quelques centaines de mètres. [...] Mon père me confia : "Mais que pouvions-nous faire contre ce militant ? Lui tirer une balle aurait peut-être changé le cours des choses, mais nous n'étions pas disposés à le faire. [...] Nous le respections. Pourtant, à ce moment-là, nous savions qu'il était en train de nous trahir."

(p.378 à 382)

DES CAMPS DE CONCENTRATION AUX CENTRES D'INTERNEMENT

Les camps de concentration ne furent pas "improvisés", "dans l'urgence", comme d'aucuns pourraient le penser. Le gouvernement d'Édouard Daladier envisagea dès avril 1938 des emplacements de camp d'internement au nord des Pyrénées. Le 29 avril de cette même année, soit presque un an avant le début de la Retirada, "une note secrète du ministre de la Guerre est envoyée aux commandants des 16e et 17e régions militaires leur demandant de prévoir « l'installation de camps de circonstance pour certaines catégories de réfugiés espagnols » [nous soulignons]. Trois sites sont retenus, Canet-en-Roussillon,

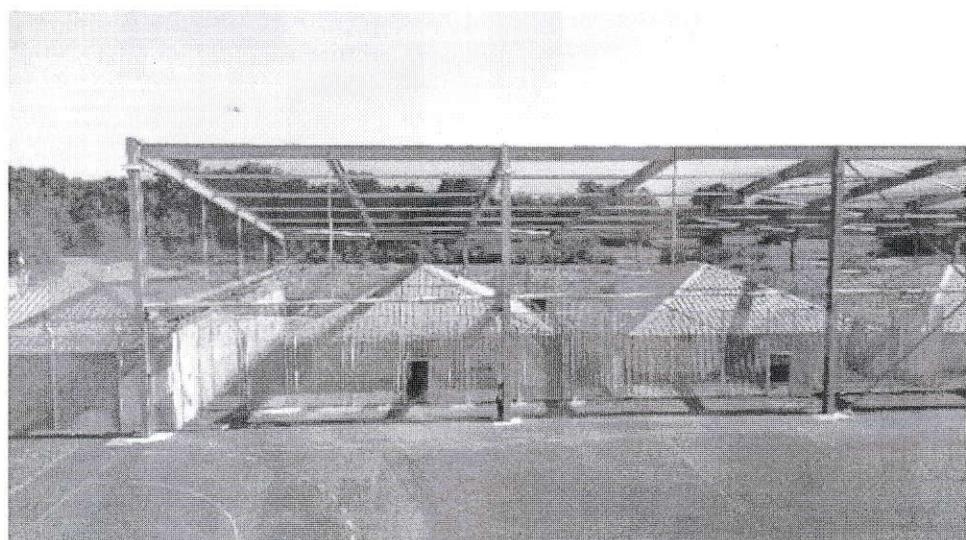
Argelès-sur-Mer et Saint-Cyprien, seuls les deux derniers ouvriront en février 1939 du fait de leurs larges bandes de sable éloignées des populations locales rendant plus facile la construction de camps."⁴⁸

Ils se trouvent surtout loin des regards (ne pas effrayer, éviter les témoins, comme à Septfonds où 16 000 républicains espagnols furent transférés via la campagne plutôt que par l'arrivée en gare de Caussade, toute proche (5 km), mais qui impliquait la traversée de la ville).

"On dénombre environ 600 000 internés dans 200 camps installés dans tous les départements français, sans exception."⁴⁹ Le camp d'Agde [aujourd'hui 70 % de résidences secondaires !] fut installé près de la plage, au début du mois de mars 1939. [...] 80 % des réfugiés étaient originaires de Catalogne. Le camp était entouré d'une double clôture en fil de fer barbelé et surveillé par des gardes mobiles et des tireurs sénégalais. Constitué de baraques légères, le camp était prévu pour accueillir 20 000 personnes".⁵⁰

"A Rivesaltes, au 31 mai 1941, le camp comptait 6 475 internés, de 16 nationalités ; plus de la moitié (55 %) étaient espagnols."⁵¹ Le camp de St Sulpice-la-Pointe reçoit le 28 janvier 1941 un contingent de 253 détenus composé de communistes, syndicalistes, anarchistes et autres « indésirables ».

Le camp du Vernet regroupe 12 000 combattants de la Division Durruti dès 1939. Au total, environ 40 000 personnes de 54 nationalités seront internées dans ce camp.



Centre de rétention administratif Saint-Jacque de la Lande

48 - www.memorial-argeles.eu

49 - Denis Peschanski : *La France des camps, L'internement (1938-1946)*, Ed 2002

50 - Irène Dauphin : *Le camp d'Agde (1939-1943) Agde, 2600 ans d'histoire (sous la direction de Jean Sagnes)*, Ed Privat, 2006 (p.118-119)

51 - Boitel Anne : *Le camp de Rivesaltes, 1941-1942, Perpignan, PUP/Mare-Nostrum*, 2001 (p.95-106)



Citons encore Albi, Brens (Gaillac), Le Barcarès, Collioure, St Cyprien, Bram (avec deux annexes temporaires à Montolieu et Couiza), St Antoine, Cahors, Mazères, Olargues et Saint-Pons-de-Thomières qui sont dits être des "centres de rassemblement des étrangers" - une expression bien jolie, n'est-ce pas ? Grâce au STO (Service du Travail Obligatoire) qu'était administrativement vachement moins alambiqué que France Travail, environ 40 000 Espagnols furent facilement contraints à bosser dans les usines et les champs pour trois fois rien - vision pédagogique de l'intégration qui, à l'époque, se conjuguait avec une conception de la bienveillance, qu'il faut imaginer sensiblement différente de celle qui est actuellement la nôtre, "fascement" plus évoluée... Car aujourd'hui on parle de "Centre de rétention administratif".

*"Printemps 2024, la mairie de Béziers publie un appel d'offre pour un marché public d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un CRA de 140 personnes avec dojo pour services de police et un éventuel stand de tir, près de la prison de la ville, sur un terrain prévu à l'origine pour accueillir une déchetterie. Un collectif (Anti-CRA) s'est constitué qui regroupe la Cimade, la Ligue des Droits de l'Homme, les sections locales du PCF, de la France Insoumise et le syndicat Solidaires."*⁵²

LES FOURBERIES DE "C'QUI A LE PAIN ?!"

C'est à n'en pas douter par la grâce de ce darwinisme clinquant échu aux peuples des Lumières que l'Espagne (pays "neutre" en 39-45 - mais luttant contre le communisme...) put continuer à livrer du wolfram (tungstène) à l'Allemagne (2 770 tonnes en 1943), que l'ONU condamna le régime de Franco le 9 février 1946, que la frontière franco-espagnole (ne voyez là aucun jeu de mots, c'est pas ma faute !) fut fermée le 1^{er} mars 1946, rouverte le 10 février 1948, que les USA ouvrirent en août 1950 un crédit de 62 500 000 de dollars pour Franco, qu'en novembre 1950 l'ONU leva ses résolutions contre l'Espagne, qu'elle fut finalement admise deux ans plus tard à l'UNESCO, avant d'intégrer l'ONU en décembre 1955 ! Ce qu'on appelle donc l'évolution. A ne pas confondre avec la civilisation...

Dans les années 1950-1960, en Espagne, pas une année ne se passe sans boycott des transports, grèves générales, mouvements ouvriers, manifestations étudiantes, notamment à Madrid et Barcelone.

Les anarchistes sont massivement exécutés ; officiellement : José Lopez et José Gonzalez Puig en novembre 1948 et d'autres membres de la CNT en janvier et février 1949. Marcos Nadal est condamné à mort et exécuté, même sort en novembre 1949 pour Lopez Penedo. *"Le 24 février 1950, Manuel Sabater Llopert subit la peine du garrot à la prison de Barcelone pour avoir passé clandestinement la frontière."*⁵³ Le 5 janvier 1960, c'est Francisco Sabater qui succombe. Le 9 octobre 1962 "le ministère de l'Information fait savoir que le

Conseil suprême de Justice militaire a condamné Jorge Conill Valls à trente ans de réclusion. Seulement. Conill a échappé à la mort." Ce qui n'est pas le cas de Marcelino Jiménez Cubas et d'Antonio Mur Peiron.

"Au poste frontière des Pyrénées, dans les lacets, sur plusieurs kilomètres parfois, des voitures attendent sous le soleil. Les douaniers et les policiers espagnols impassibles et hautains laissent passer cette cohue joyeuse et intimidée par la Guardia Civil. Les vacanciers envahissent l'Espagne.

1960 : les touristes affluent en effet comme ils ne l'ont encore jamais fait. Tout se conjugue pour alimenter ce flot : la généralisation de la possession de la voiture en Europe occidentale (en France en particulier), la hausse d'un niveau de vie, le besoin de soleil et aussi la dévaluation du peseta." A cette fin, le régime développe le réseau routier. *"Le tourisme intervient ainsi à partir de 1960 surtout comme soutien de la politique économique et, en un sens, facteur d'ordre public. Certes il ouvre l'Espagne au monde extérieur mais en même temps il intègre la franquisme à l'Europe. [...] L'année 1960 est celle du grand bond touristique : 6 113 255 touristes apporteront près de 300 millions de dollars de devises."*⁵⁴

Dès fin 1966 [Floréal Cuadrado a 20 ans et effectue alors son service militaire], bien avant mai 68 en France, les révoltes s'intensifient : "Le pouvoir franquiste doit faire face en ces années 1967-1968 à une véritable offensive qui prend vite, malgré la répression, une ampleur sans précédent et dont les foyers principaux sont les usines et les universités, le Pays Basque et aussi les églises où les jeunes prêtres s'engagent délibérément dans l'action aux côtés des ouvriers et des étudiants. Jamais depuis la guerre civile on n'avait vu autant de manifestations, tant de détermination. [...]

*Dans l'université de Madrid, la police charge avec des camions-citernes, les étudiants répondent à coups de pierres [...], "ouvriers et étudiants unis pour la liberté", crient-ils (30 janvier 1967). La répression s'intensifie : des journalistes sont frappés, des écrivains arrêtés. La police n'est plus seule à agir." Des activistes de l'extrême droite molestent des religieux, "on les accusent d'avoir caché des tracts appelant aux manifestations ouvrières."*⁵⁵

MIL ET GARI

C'est dans ce contexte qu'apparaît le MIL (Mouvement Ibérique de Libération) qui, *"avant d'être un groupe d'antifranquistes [...] est contre l'ordre établi, contre le capital. Et s'il s'inscrit dans la tradition libertaire des guerilleros, sa démarche et ses idées sont autres. Les critiques vis-à-vis des organisations anarcho-syndicalistes (FAI, CNT, etc.) et son refus d'être apparenté à une structure existante, fût-elle libertaire, en témoignent. [...]*

52 - *Le Poing*, 13 juillet 2024

53 - *Gallo Max* : *idem* (p. 219)

54 - *ibid* (p.326)

55 - *ibid* (p.421-423)



*Il n'y a pas eu de proclamation ou d'assemblée réunissant tous les protagonistes pour fonder l'organisation. Est-ce quand est éditée la brochure, *El movimiento obrero en Barcelona*? Quand l'idée germe dans la tête d'Oriol Solé Sugranyes? Quand une bande de potes discute dans un appartement de Toulouse? [...] Quand ils revendiquent les hold-up? La réponse varie selon les acteurs mais sa création est étroitement liée à l'émergence d'un mouvement ouvrier radical à Barcelone à la fin des années 1960. [...] L'action du MIL se passe des deux côtés des Pyrénées. Et si Barcelone reste leur terrain de prédilection, Toulouse joue un rôle non négligeable.⁵⁶*

Le MIL est avant tout une convergence d'individus dont un peu plus d'une vingtaine seulement en sont des membres directs, parmi lesquels on trouve Salvador Puig Antich et la tête brûlée auchoise Jean-Marc Rouillan. Par la suite trois "équipes" se formeront : celle Théorique, celle Ouvrière et celle dite Extérieure. "Leur première collaboration est la rédaction d'une brochure qu'Oriol imprimera à Toulouse, où il s'est réfugié depuis l'été 1969, il la signera "Equipe Extérieure". Bien des passages risqués (il faut éviter la guardia civil et la police française) s'effectueront de part et d'autre de la frontière pour acheminer du matériel d'impression, des armes, de l'argent, monter un coup, travailler, échapper à des recherches. Mélant théories révolutionnaires (contre le salariat et la marchandisation du monde), communisme, propagande par le fait, situationnisme, antifranquisme, etc., fragilisé par les arrestations et les dissensions, le MIL finira par s'auto-dissoudre en août 1973. Mais les anciens membres poursuivent leurs activités illégales. D'autres arrestations tombent, et les tortures (Oriol et Queso, Quesita, puis Pedrals et sa compagne Maria Luisa, enfin El Petit et Salvador Puig i Antich). Des comités de soutien se mettent en place dans les pays d'Europe occidentale. Il faut faire vite ; le MIL est peu connu et les peines peuvent être très lourdes, surtout pour Salvador accusé d'être responsable de la mort d'un policier survenue lors de son arrestation en septembre.

"L'affaire du MIL se compliqua sérieusement. L'ETA réalisa le 20 décembre 1973 un attentat qui allait entrer dans l'histoire de l'Espagne. L'amiral Carrero Blanco, celui qui devait continuer le sale boulot de Franco, en était la victime. Puig Antich comprit que son sort était scellé. Lucide, il savait que le dictateur voudrait à tout prix se venger". L'enlèvement d'une personnalité espagnole fut envisagée mais empêchée. Organisations humanitaires, gens de gauche, anarchistes firent ce qu'ils purent : "Le 2 mars, Puig Antich était garroté". C'est au cours de ces événements que se constitueront les GARI (Groupe d'Actions Révolutionnaires Internationales). Floréal intégrera ce groupe via le réseau des Partageux puis des Egaux dont il fait partie.



Salvador Puig i Antich

"Près de Paris, le 3 mai 1974, un fait divers vient "troubler" la campagne électorale pour les élections présidentielles. Le directeur d'une banque espagnole Banco de Bilbao, Angel Baltasar Suarez, est enlevé à proximité de son domicile. Quelques jours plus tard, en Espagne, l'enlèvement et la séquestration sont revendiqués par une organisation jusqu'ici inconnue qui se nomme GARI et qui exige de l'Etat espagnol la libération de prisonniers du MIL en échange du banquier. Deux d'entre eux risquent la peine de mort par garrot comme a été exécuté deux mois auparavant, à Barcelone, leur compagnon de lutte Salvador Puig Antich."⁵⁷



1901, les Philippines ne sont plus espagnoles depuis 1898, mais la technique impérialiste du garrotage est toujours appréciée...

56 - Duhourcq Jean Claude & Madrigal Antoine : *MIL, Mouvement Ibérique de Libération*, Ed CRAS, 2007 (p.6 à 9)

57 - Ariza Tiburcio & Coudray François : *Les GARI Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes*, Ed CRAS, 2013 (p.6)



Pour autant, ce qu'il s'agit alors de contester, renverser, c'est l'ordre social, le pouvoir politique qui accapare, institue la justice, en la "con-fiscant", "imposant" sa pérennité par la "contribution" économique volontaire et enthousiaste d'un peuple qui "cautionne" et rend possible la légitimité de son propre meurtre.

Aussi, quatre ponts pyrénéens furent mastiqués. Aucun mort.

*"Les auteurs de ces actes avaient pris soin de mettre de chaque côté des ponts des panneaux "pont miné" ou "route minée" pour dévier ou stopper la circulation routière. [...] Des tracts laissés sur place revendentiquent les actions [...] : "... Nous ne sommes pas la branche militaire d'un parti, ni des terroristes ou des militants professionnels, mais des individus qui savent que la révolution est avant tout sociale et qui refusent le système là où ils vivent. En gênant les communications entre la France et l'Espagne, nous intervenons sur les échanges économiques entre les classes capitalistes des deux pays d'une façon partielle et momentanée [...]."*⁵⁸

La spontanéité de l'anarchisme reste un acte conscient.

"L'audace est un acte réfléchi, le courage ne se manifeste que face à la difficulté.", me disait Floréal.

Ainsi, les engagements spontanés et/ou de principe des anarchistes qui tiennent à leurs convictions fondamentales, les conduisent souvent à ne pas craindre d'assumer la rupture d'avec des manœuvres politiques de compromission.

Pour l'illustrer et conclure ce long article, nous laissons la parole à l'auteur de *Comme un chat* qui, au pied levé, nous a envoyé un petit éclaircissement sur l'histoire post-franquiste de la Confédération Nationale des Travailleurs :

"Voilà rapidement, quelques infos pour comprendre la chute de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme lors de la Transition [La transition démocratique espagnole (de 1975 à 1982) est le processus ayant permis la sortie du franquisme et la mise en place d'un régime démocratique (monarchisme parlementaire)].

Il faut noter tout d'abord que " la CNT en exil, loin des luttes sociales, était devenue en quelque sorte un parti politique ; qu'à la mort de Franco les divisions qui existaient dans l'exil se sont accentuées, grossso modo, entre deux courants ; celui de la CNT historique autour de la Federica Montseny et de son compagnon Germinal Esgleas, et celui du Frente libertario.

A la mort de Franco, deux syndicats dominaient le mouvement ouvrier espagnol : l'UGT socialiste et Comisiones obreras (CCOO) sous influence du Parti communiste espagnol. La CNT qui bénéficiait d'un grand prestige est réapparue avec beaucoup de force. Fraga Iribarne qui avait été le dernier

ministre de l'Intérieur de Franco et le premier de la « Transition » a tenté de faire entrer la CNT dans le jeu syndical traditionnel pour rompre le binôme UGT-CCOO. Pour cela, il fait que la centrale anarcho-syndicaliste abandonne la façon de lutter qui avait été la sienne depuis ses origines ; en fait : qu'elle devienne un syndicat réformiste. La CNT n'a pas accepté de jouer ce rôle. Dès lors, elle est devenue la cible de prédilection de l'État qui a organisé la contre-insurrection en infiltrant des éléments douteux. Par ailleurs la CNT était le seul syndicat à refuser les Pactes de la Moncloa que socialistes et communistes avaient acceptés. Pour la mettre à mal, un attentat (connu sous le nom de l'affaire Scala) fut organisé en 1978 par les services spéciaux avec l'aide d'un infiltré qui manipula de jeunes militants anarchistes. Ils furent arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. Quatre employés de cette salle de spectacle trouvèrent la mort. Tous étaient membres de la CNT. Cet attentat fut le prétexte pour le pouvoir, avec le silence complice de la gauche institutionnelle, d'entamer une campagne de répression contre les anarchistes. Dès lors, la plupart de ses membres abandonnèrent la CNT. Ce fut le début d'une chute sans fin du mouvement libertaire.

À cette époque la royauté était rejetée par la grande majorité des Espagnols. Pour la sauver, ses défenseurs et Juan Carlos lui-même (bien sûr ce qu'il nie) organisèrent un pseudo coup d'État. Le 23 février 1981, des Guardias Civiles prirent d'assaut le Parlement. Mais ils n'avaient aucune troupe pour les soutenir. Le roi apparut dans son costume d'officier et déclara défendre la Constitution. Et le roi devint le sauveur de la Constitution et de la paix civile. L'opération venait de réussir et la couronne ne fut plus remise en cause."

Une entrevue de Floréal Cuadrado sera diffusée dans la deuxième quinzaine de novembre sur Onda País, web radio de Bédarieux : <https://www.ondapaisradio.com/programme>

Marcel

58 - *ibid* (p.27)

